



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

immigration clandestine

Question au Gouvernement n° 2830

Texte de la question

DEMANDES D'ASILE

M. le président. La parole est à M. Christian Estrosi, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Un député du groupe SRC . Ça commence mal !

M. Christian Estrosi. Monsieur le Premier ministre, explosion record des demandes d'asile – de 44 % sur un an –, triplement de l'immigration irrégulière en 2014, hausse de 50 % sur le premier trimestre 2015 : voilà à quoi est confronté notre pays. Il n'y a plus aucun contrôle au col de l'Arche, porte d'entrée entre les Alpes-de-Haute-Provence et l'Italie. Pourquoi avoir supprimé trente postes au sein de la police aux frontières dans les Alpes-Maritimes, zone de transit de ces malheureux vers le nord de la France ? Et le ministre de l'intérieur hier soir, à Calais, encourageait les migrants à faire des demandes d'asile pour mieux rester chez nous. Je trouve cette situation intolérable.

Je vous ai demandé des renforts, monsieur le Premier ministre, mais cette demande est restée sans réponse. Vous savez pourtant depuis plusieurs semaines qu'il y a une pression de près d'un million de candidats au départ de l'Afrique. La responsabilité devrait relever en grande partie de la mobilisation de l'Union européenne pour ne pas laisser l'Italie, et par conséquent la France, confrontées à cette situation, mais les décisions prises sont dérisoires. Dès lors, il est de votre responsabilité de prendre des initiatives pour enrayer ce système de passoire généralisé.

Pour tarir ce problème à la source, voici trois propositions : réformer Schengen, quitte à en sortir ; mobiliser au niveau européen une flotte navale et aérienne sur les côtes du Sud ; frapper les trafiquants et les réseaux là où ils se trouvent, quitte à faire couler les bateaux vides avant leur départ.

J'attends vos propositions, monsieur le Premier ministre, pour que les trafiquants ne puissent plus laisser penser que la France est un Eldorado pour tous les immigrés d'Afrique. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Monsieur Estrosi, vous évoquez à juste titre la difficulté de la situation en Méditerranée centrale et appelez le Gouvernement à préciser sa position.

Tout d'abord, comme vous le savez, les demandes d'asile ont fortement augmenté en France entre 2007 et 2012 : elles ont été multipliées par trois. Pour ce qui concerne l'année 2014, elles ont diminué de 2,64 %, mais il est vrai que, depuis le début de 2015, elles connaissent une augmentation pour des raisons qui tiennent

à la situation en Méditerranée centrale. Que faisons-nous pour y faire face ?

D'abord, nous augmentons très significativement les moyens de la police de l'air et des frontières : alors que 13 000 postes ont été supprimés dans la police et dans la gendarmerie entre 2007 et 2012, nous recréons des postes en nombre dans les services de police, notamment au sein de la police de l'air et des frontières, pour faire face à cette nouvelle situation et mettre en place le PNR – *passenger name record* .

J'ai par ailleurs donné des instructions pour qu'à Vintimille, c'est-à-dire aux frontières de votre département, il y ait des renforts très significatifs, comme cela a été le cas l'an dernier. Je tiens à vous donner des chiffres précis : il y a quinze jours, grâce à ces renforts, 890 migrants en situation irrégulière ont été reconduits à la frontière, et 390 l'ont été la semaine dernière. Le dispositif est donc efficace et fonctionne.

Ensuite, la France a fait des propositions au Conseil européen, que celui-ci a reprises : travailler avec les pays de provenance – je serai au Niger, la semaine prochaine, pour que nous puissions prendre en compte les migrants dès les pays de provenance – ; mettre en œuvre une politique de protection des frontières extérieures de l'Union européenne ; appliquer au sein de l'Union européenne le partage des demandeurs d'asile afin que notre pays ne soit pas le seul à faire face à cette demande croissante. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Estrosi](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2830

Rubrique : Étrangers

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [6 mai 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 mai 2015](#)